



Communiqué FSU suite aux annonces du Président de la République du 13 avril

Lors de son allocution, le Président de la République a rappelé la force et le sens des responsabilités des salarié-es et des fonctionnaires. C'est dès maintenant que la FSU exige une traduction en actes de ce discours.

Dans les services publics, ce ne sera pas seulement un retard qu'il faudra rattraper à la sortie du confinement, c'est également un traumatisme de la population auquel le pays devra faire face. Les services publics et la société doivent être prêts et donc y être préparés. La FSU exige dans l'immédiat une mise en œuvre concrète et rapide du « plan santé » annoncé, mais aussi une loi, trop souvent repoussée à plus tard, « grand âge et perte d'autonomie » ambitieuse, avec des moyens renforcés pour les EHPAD, la revalorisation des métiers de l'ensemble de la filière de l'aide et du soin à la personne, et une réflexion d'ensemble sur le renforcement des services publics. Au-delà des primes exceptionnelles annoncées, des engagements en matière de revalorisation de carrière et de rémunération de plus long terme, la reconnaissance des qualifications et l'abrogation de la loi de transformation de la fonction publique sont des mesures immédiates à prendre. La réunion rapide du Conseil commun de la Fonction publique et du Conseil National des services publics doit permettre d'aborder ces questions.

Le Président de la République a annoncé la prolongation du confinement et la réouverture progressive des crèches, des écoles et des établissements scolaires à partir du 11 mai. Il a par ailleurs annoncé que les manifestations culturelles étaient suspendues jusqu'à mi-juillet, que les restaurants restaient fermés afin de respecter la distanciation sociale. Ces décisions contradictoires sont inquiétantes. Pour la FSU, la priorité doit rester la santé de l'ensemble de la population : toutes les conditions sanitaires doivent donc être réunies avant tout retour en classe et dans les services. Or, comment garantir la protection sanitaire dans des lieux scolaires, en regroupant une population qui permet, plus qu'une autre, la transmission du virus ? Pour la FSU, la garantie de la protection sanitaire est la condition sine qua non du retour en classe : tests, mise à disposition de matériel de protection, conditions permettant le strict respect des gestes barrières et la distance physique de protection nécessaire. Cette réouverture des écoles et des crèches ne doit pas mettre en danger la société toute

entière. Par ailleurs, la FSU exigera que les objectifs de l'enseignement dans la période soient clarifiés : il s'agira d'une période très particulière, sans la présence de l'ensemble des élèves et avec des petits groupes, il ne s'agira pas de mettre la pression sur les personnels comme sur les élèves. Un vaste plan doit être concerté et réfléchi dès maintenant pour la reprise en septembre, tant pour le travail scolaire et universitaire que pour l'accompagnement social et psychologique des élèves et des personnels.

Emmanuel Macron a évoqué l'application en cours de développement permettant de recueillir des données sur les relations de chaque utilisateur de celle-ci. Si l'usage de celle-ci était basé sur le volontariat, les pressions au consentement peuvent être nombreuses. Pour la FSU, tout ce qui est de nature à accroître les restrictions et atteintes aux libertés publiques et à la vie privée doit être repoussé.

Le 14 avril 2020



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN